

POUVOIR D'ACHAT

Et si on copiait sur nos voisins ?

Le gouvernement ne réussit pas à arrondir les fins de mois des Français. Quatre pays européens ont su, eux, doper leur niveau de vie. Autant de leçons à méditer pour Sarkozy.

Nu, tel le roi du conte Lors de sa conférence de presse à grand spectacle, le 8 janvier, le président de la République déploie beaucoup d'énergie pour développer le brillant concept de « politique de civilisation ». Et puis, soudain, Nicolas Sarkozy bute sur un sujet très terre à terre : le pouvoir d'achat. La réalité des fins de mois difficiles aura suffi à désarçonner un président à l'inaltérable optimisme, mais démuné devant des caisses publiques vides. Sans résultats encore tangibles, ses premières mesures comme le « paquet fiscal » ou la défiscalisation des heures supplémentaires laissent les Français sur leur faim. Quant à sa deuxième

fournée de mesures, elle n'enfièvre pas l'imagination des économistes. Selon les estimations de Natixis, la possibilité pour les salariés de se faire racheter des RTT ou le déblocage avancé de l'argent de la participation devraient faire passer la croissance économique française de 1,70 % à 1,85 %. « Le pouvoir d'achat ne se décrète pas, en particulier quand l'Etat ne dispose plus de marges budgétaires », conclut, un peu défaitiste, Eric Chaney, directeur de la recherche économique de Morgan Stanley pour l'Europe.

Pourtant, quatre pays européens viennent de réussir à « changer la vie », ou plutôt le niveau de vie, selon une étude de Jean-François Jamet, jeune économiste à la Banque mondiale et consultant à la fondation Robert-Schuman. Chacun y va de sa recette. L'Irlande et le Royaume-Uni abattent des cartes très « libérales », la Finlande et l'Espagne comptent davantage sur l'Etat. Un point commun réunit cependant ces pays : « Les salariés n'y

Augmentation du pouvoir d'achat par habitant en dix ans (net d'impôt et d'inflation)
Source : J.-F. Jamet (Banque mondiale) sur la base de données Eurostat



ont pas travaillé plus pour gagner plus, précise l'auteur de l'étude. Ils y ont travaillé mieux ! »

L'Espagne mise sur l'immigration

« Aux immigrés, la nation espagnole reconnaissante ». Madrid pourrait faire sienne cette formule. En effet, selon le gouvernement, la moitié de sa croissance depuis sept ans proviendrait des nouveaux venus. Pas moins de 570 000 étrangers débarquent chaque année, arrivés du Maroc, de l'Equateur mais aussi de la Roumanie et de la Bulgarie. A peine les valises posées, ils se mettent au travail dans les secteurs en mal de main-d'œuvre et contribuent fortement à la croissance espagnole : le bâtiment dans les villes et l'agriculture dans les campagnes. Contrairement aux craintes éprouvées par certains autochtones, l'ensemble des Espagnols en profite. La preuve par les calculs que Jean-François Jamet, écono-

miste de la Banque mondiale, a effectués pour L'Expansion : « Le pouvoir d'achat par habitant – compte tenu donc des nouveaux entrants – a augmenté de 30 % en dix ans. Il n'y a pas de secret : quand une population venant de l'étranger satisfait de réels besoins économiques locaux et ne répugne pas à consommer, elle enclenche un cercle vertueux ». Depuis cet accueil massif d'étrangers, les nationaux ont pourvu la moitié des emplois créés et la légalisation de 600 000 sans-papiers entre février et juin 2005 a même permis de donner un coup de pouce à l'ensemble des plus petites rémunérations. Une initiative du gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero, très mal accueillie à l'époque de ce côté des Pyrénées par un certain Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. Maintenant qu'il est président, des intellectuels et des experts réunis au sein de la commission Attali lui conseillent de relancer l'immigration pour doper la croissance ..

La Finlande s'appuie sur la recherche

Pour gagner davantage, les Finlandais ne travaillent pas plus – mais mieux. Sur dix ans, leur productivité a augmenté de 33 % (deux fois plus qu'en France). Résultat sur le pouvoir d'achat : un gain de 42 % sur la période 1998-2008, sans une minute de plus au bureau. Cette performance ne tient pas à une intervention magique des trolls, mais à un effort sans relâche pour encourager la recherche scientifique et technologique organisée par un Etat largement interventionniste. Le pays consacre 3,45 % de son produit national brut aux activités de R&D, un taux record en Europe. Oubliés le partenariat soviétique et la toute-puissante industrie forestière. Politiques et patrons regardent aujourd'hui vers l'ouest et misent ensemble sur l'économie de la connaissance. Cas d'école à Tekes, un organisme gouvernemental chargé de faire émerger le Nokia de demain. « Pour obtenir notre concours financier, un institut universitaire ou un jeune chercheur doivent impérativement travailler



en partenariat avec une entreprise. Une façon de faire collaborer le public et le privé mais également d'orienter très tôt les chercheurs vers les sciences appliquées », explique sans complexe Kari Komulainen, directeur administratif de la division internationale de Tekes, attentif comme tout actionnaire à son retour sur investissement. Ces fonctionnaires vont même jusqu'à démarcher des fonds d'investissement anglo-saxons pour les persuader de miser sur de jeunes pousses finlandaises.

Le Royaume-Uni réforme l'emploi

« Le système britannique sert à créer les emplois de demain, non à protéger ceux d'hier. » Voilà en une formule épinglée le fameux modèle social français et expliqué le succès des Anglais. Son auteur s'appelle Gordon Brown, nouveau Premier ministre, et la réalité économique milite plutôt en sa faveur. Les Britanniques peuvent se flatter d'un pouvoir d'achat en hausse de 44 % depuis 1998, contre seulement 16 % chez nous : 3 650 euros supplémentaires en moyenne par an pour une famille de quatre personnes, contre 1 350 euros dans l'Hexagone. « Le Royaume-Uni crée chaque année 150 000 emplois de plus que la France.

Par la simplification des procédures de licenciement vient de se créer une économie sans chômage... favorable aux salariés. Le rêve de Marx s'accomplit dans la société la plus libérale d'Europe », s'enflamme Pascal Boris, président du Cercle d'outre-Manche. Mais il ne suffit pas d'arracher au Code du travail les pages consacrées à la protection des employés pour augmenter le niveau de vie général. Le gouvernement agit sur l'autre versant : le retour au travail sous la houlette des *jobcenters*, chargés de suivre à la semelle les chômeurs, en particulier les plus récalcitrants. « Régulièrement, une de ces agences londoniennes reçoit un ministre ou un parlementaire français, de sorte que l'administration britannique a fini par engager un directeur francophone, spécialement pour eux », s'amuse un cadre dirigeant français d'outre-Manche, bien introduit chez les politiciens.

L'Irlande pratique le dumping fiscal

Tout un symbole ! L'américain Intel, géant des microprocesseurs, s'impose comme le premier employeur en Irlande. Dotée d'un impôt sur les sociétés à taux réduit (12,5 %), l'île d'émeraude exerce une irrésistible attraction sur les géants

multinationaux. Les technologiques américaines comme Dell, HP ou Microsoft en font même leur quartier général européen. Les industriels de la pharmacie aux confortables marges bénéficiaires y plantent également avec enthousiasme leur enseigne et leurs usines. « Au-delà de ce taux d'impôt à prix discount, les entreprises étrangères apprécient surtout la stabilité de la fiscalité, décrypte John Fitzgerald, professeur d'économie à l'institut de statistiques irlandais FSRI. Depuis une dizaine d'années, les gouvernements se succèdent, mais personne ne touche à ce régime. »

Normal puisque la population en récolte largement les fruits. « Ces secteurs à haute valeur ajoutée implantés ici pour des raisons fiscales tirent les salaires et la productivité vers le haut. Le niveau de vie fait un bond », explique Jean-François Jamet (Banque mondiale). Sur la foi de ses calculs, la progression du pouvoir d'achat d'un Irlandais entre 1998 et 2008 atteint 48 %. Un record qui permet à un couple avec deux enfants d'augmenter chaque année depuis une décennie ses revenus de 4 150 euros en moyenne, déduction faite des impôts et de l'inflation. Mais le niveau élevé des salaires devient un souci pour les chefs d'entreprise, désireux de conserver leur compétitivité ! **Franck Dedieu**